

RAPPORT D'ACHEVEMENT DE PROJET (RAP)

A. INFORMATIONS SUR LE PROJET ET DATES CLES

I. INFORMATIONS DE BASE

REFERENCE DU PROJET: P-CD-K00-005	TITRE DU PROJET: PROGRAMME D'URGENCE D'ATTENUATION DES IMPACTS DE LA CRISE FINANCIERE (PUAICF)	PAYS: REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO - RDC	
INSTRUMENT(S) DE PRET: ACCORD DE DON FAD NO. 2100155015323		SECTEUR: MULTISECTEUR	CATEGORIE ENVIRONNEMENTALE: 3
ENGAGEMENT INITIAL: 65 MILLION D'UC	MONTANT A ANNULER: 0	65 MILLIONS UC	100%
STRUCTURE DES TRANCHES :			
TRANCHE UNIQUE (APPUI A LA BALANCE DES PAIEMENTS) PLUSIEURS DECAISSEMENTS POUR L'APPUI BUDGETAIRE CIBLE			
EMPRUNTEUR: GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO - RDC			
ORGANE D'EXECUTION			
UNITE DE COORDINATION DES PROJETS (UCOP) sous la tutelle du Ministère du Plan.			
CO FINANCIERS ET AUTRES PARTENAIRES EXTERIEURS : NA			

II. DATES CLES

NOTE DE CONCEPT DU PROJET APPROUVE PAR COM. OPS.: N.A	RAPPORT D'EVALUATION APPROUVE: 13/04/2009	APPROBATION PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION: 6/05/2009	
Restructuration(s) : SO			
	Date initiale	Date	Ecart en termes de mois [date effective-date initiale]
ENTREE EN VIGUEUR	13/05/09	13/05/09	0
REVUE A MI-PARCOURS	17 au 29/11/ 2009	23/11/09	0
CLÔTURE	31/07/10	31/12/10	5
	Date prévue de décaissement JJ/MM/AA	Date réelle de décaissement JJ/MM/AA	Dérogation des conditions JJ/MM/AA
TRANCHE 1:	23/07/09	03/08/09	
TRANCHE 2			
TRANCHE 3			

III. RESUME DES NOTES

Insérer les notes issues des tableaux pertinents dans les différentes sections du PCR, par exemple pour Réalisation des Résultats insérer la moyenne des notes du Tableau de la section « D.I Résultats obtenus »

CRITERES	SOUS-CRITERES	NOTES
REALISATION DU PROGRAMME	Produits du projet (cf. note Section D.I.)	4
	Réalisations (cf. note Section D.II)	3
	Respect du Calendrier (cf. note Section F.4)	4
	RENDEMENT GENERAL DU PROJET (moyenne des notes)	4
PERFORMANCE DE LA BANQUE	Conception et état de préparation (cf. note Section I.I)	3
	Supervision (cf. note Section I.I)	3
	PERFORMANCE GENERALE DE LA BANQUE (moyenne des notes)	3

PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	Conception et état de Préparation (cf. note Section I.I)	3
	Exécution (cf. note Section I.I)	3
	PERFORMANCE GENERALE DE L'EMPRUNTEUR (moyenne des notes)	3

IV. RESPONSABLES DU PROJET AU SEIN DE LA BANQUE

FONCTIONS	A L'APPROBATION	A L'ACHEVEMENT
Directeur Régional	J. M. Gharbi, Directeur ORCE	M. Kanga, Directeur ORCE
Directeur Sectoriel	G. Negatu, Directeur, OSGE	M Lobe, Directeur, OSGE
Chef de division sectorielle	M. Kanga, Chef de Division, OSGE.2	M. Charles Muthuthi, Chef de Division p.i, OSGE2
Chef de Projet	M. H. Kouassi, Macro économiste-en Chef OSGE.2	H. Kouassi, Macro-économiste en Chef OSGE.2
Chef de l'équipe du RAP		H. Kouassi, Macro-économiste en Chef OSGE.2
Membres de l'équipe du RAP		H. Kouassi, Macro-économiste en Chef OSGE. ; Albert Dweme, Consultant long terme CDFO

B. CONTEXTE DU PROJET

Faire un résumé du bien-fondé de l'assistance de la Banque. Texte:

- sur quel défi du développement porte le projet,
- stratégie générale de l'emprunteur pour relever ce défi,
- activités de la Banque dans ce(s) pays et dans ce secteur durant l'année dernière et performance, et
- activités en cours financées par la Banque et d'autres sources extérieures qui complètent, font doublon ou se rapportent à ce projet.

Veuillez citer les sources concernées. Exprimez-vous sur la force et la cohérence de cette justification.

[300 mots au plus. Tout autre propos pertinent sur les origines et l'historique du projet doit être, si besoin, présenté à l'annexe 6 intitulé: Description du Projet]

Défi du développement porte le projet. Dans le contexte de la crise financière internationale en 2008, le défi pour le Gouvernement était d'atténuer les impacts de cette crise et accélérer l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE renforcée. Il est apparu que si la Banque n'apportait pas une aide d'urgence au pays la situation économique et sociale du pays pourrait s'aggraver.

Stratégie générale de l'emprunteur pour relever ce défi. De la Lettre de politique du Gouvernement pour atténuer l'impact de la crise financière internationale, il ressort que le Gouvernement entendait intervenir à court terme à travers la politique budgétaire et la politique monétaire. La politique budgétaire poursuivait trois objectifs : (i) contribuer à la stabilité macro-économique en évitant tout recours au financement monétaire ; (ii) assurer le service de la dette ; et (iii) assurer la fourniture de services sociaux, y compris dans les secteurs de l'eau, l'électricité, l'éducation et le transport. La gestion budgétaire reposait sur l'harmonisation rigoureuse de l'exécution des plans de trésorerie et d'engagements. S'agissant de la politique monétaire, la Banque centrale du Congo avait pris des mesures visant à restreindre la liquidité au sein de l'économie pour contenir les pressions inflationnistes. Cette politique visait à assurer un approvisionnement régulier et stable du pays en produits importés, tels que les produits pétroliers, les matériaux de construction, et les produits alimentaires qui sont nécessaires pour l'accroissement de l'activité économique et le bien-être des populations. Le Gouvernement se trouvait dans une période transitoire durant laquelle il négociait avec le FMI en vue de la conclusion rapide d'un programme soutenu par la FRPC qui devait permettre d'accéder aux ressources d'autres bailleurs de fonds. Un vaste programme de réformes structurelles a été défini. Le Gouvernement entendait prendre toutes les dispositions pour l'atteinte du point d'achèvement de l'IPTE renforcée à fin 2009 afin de bénéficier d'un allègement substantiel de la dette publique extérieure.

Activités de la Banque dans ce(s) pays et dans ce secteur durant l'année dernière et performance. Au moment de

l'évaluation et la formulation du PUAICF, il n'y avait pas de projet multisectoriel en cours après l'achèvement du projet d'appui à la relance économique PARER (volet programme) en 2007.

Activités en cours financées par la Banque et d'autres sources extérieures qui complètent ce projet. Le PUAICF s'inscrivait dans le cadre d'un effort coordonné des partenaires au développement de la RDC pour assister le Gouvernement dans la période de crise. En effet, la Banque mondiale avait conclu en février 2009 un projet d'urgence pour atténuer les impacts de la crise financière d'un montant de 100 millions USD. Ce programme comprend trois composantes, à savoir : (i) le financement d'importations de biens et produits de première nécessité ; (ii) le paiement de salaires des enseignants des écoles primaires et secondaires ; et (iii) le financement des arriérés de factures d'eau et d'électricité du Gouvernement. Cette opération était partiellement décaissée. L'opération de la Banque devait renforcer le volet (i) du projet de la Banque mondiale et prolonger les appuis des volets (ii) et (iii). Le FMI avait également conclu en mars 2009 une assistance dans le cadre de la facilité de protection contre les chocs exogènes de 195 millions USD. Le financement avait été totalement décaissé en mars 2009. Le Gouvernement et le FMI négocient actuellement, un programme supporté par la FRPC qui pourrait être conclu en juin 2009. Le PUAICF en contribuant à la stabilité macro-économique et sociale devait faciliter la conclusion d'un tel programme. La Commission européenne (CE) prévoyait apporter une assistance d'urgence de 48 millions EUR au second semestre 2009. Le financement de la sécurité alimentaire constituait la priorité pour cette assistance de la CE.

C. OBJECTIF DU PROJET ET CADRE LOGIQUE

1. Enoncer le(s) Objectif(s) de Développement du Projet (ainsi qu'ils sont présentés dans le rapport d'évaluation)			
Ce programme est un appui ciblé à la balance des paiements (BP) avec des engagements du Gouvernement sur l'utilisation de la contrepartie des devises en appui au budget 2009. Il a pour but ultime de contribuer au maintien de la stabilité économique et sociale du pays. Il a pour objectif spécifique d'atténuer à court terme les impacts de la crise financière internationale sur l'économie congolaise. Il en découle deux objectifs opérationnels : (i) faciliter la continuité l'approvisionnement en marchandises et produits de première nécessité importés; (ii) faciliter le financement de dépenses publiques ciblées urgentes.			
2. Décrire les principales composantes du projet en indiquant comment chacune contribuera à la réalisation des objectifs du projet			
Composante 1: FACILITER L'APPROVISIONNEMENT EN MARCHANDISES ET PRODUITS CLES Il s'agissait d'apporter un soutien à : (i) l'accroissement des réserves internationales de la RDC, (ii) l'amélioration de l'offre de devises sur le marché de change, (iii) l'atténuation des tensions sur le taux de change et sur le taux d'inflation, (iv) l'amélioration des paiements de la dette publique extérieure et (v) la disponibilité des produits de base.			
Composante 2 : FINANCEMENT DES DEPENSES PUBLIQUES URGENTES CIBLEES DU BUDGET 2009. Ce volet visait à soutenir le Gouvernement à utiliser les fonds de contrepartie pour combler le déficit du plan de trésorerie en finançant des dépenses bien ciblées. Elle comprenait les sous composantes (2A) qui prévoyait de financer la réalisation des repères du point d'achèvement de l'IPTE et (2B) portant sur le financement des services publics urgents ciblés.			
3. Evaluer brièvement (deux phrases au plus) les objectifs du projet sous trois angles : noter l'évaluation, en utilisant l'échelle de notation fournie à l'appendice 1.			
CARACTERISTIQUES DES OBJECTIFS DU PROJET		EVALUATION	NOTE
PERTINENTS	a) Pertinent au regard des priorités de développement du pays.	L'objectif spécifique du programme est pertinent par rapport aux défis du Gouvernement supra et aux priorités de son programme d'urgence.	3
REALISABLES	b) Objectifs jugés réalisables au regard des contributions du programme jet et des délais envisagés.	L'objectif spécifique est réaliste au regard de ces contributions attendus et des délais. La période de 12 mois envisagée dès le départ était liée à l'urgence de l'intervention. Ce délai n'a pas empêché l'objectif d'être atteint.	4
COHERENTS	c) Conforme à la stratégie nationale ou régionale de la Banque.	L'objectif spécifique du programme est aligné sur le programme d'urgence d'atténuation des impacts de la	4

crise du Gouvernement et en ligne également avec les cinq dispositions des Directives de février 2009 concernant « la Réponse de la Banque à l'impact de la crise financière ».

4. Présenter le cadre logique. Veuillez indiquer les produits et les réalisations attendues de chaque action et les indicateurs de mesure des progrès. Vous pouvez ajouter des lignes supplémentaires si nécessaire

COMPOSANTES	PRODUITS ATTENDUS	EFFETS/REALISATIONS ATTENDUS	INDICATEURS A MESURER
<p><u>Composante 1</u> L'approvisionnement en marchandises et produits de première nécessité.</p>	<p>(i) Les ressources en devises prévues sont cédées à la BCC pour reconstituer ses réserves</p> <p>(ii) Les ventes de devises par adjudications sur le marché des changes sont accrues</p>	<p>Les réserves internationales de la BCC sont renforcées et la disponibilité des marchandises importées de première nécessité est effective</p>	<p><u>Indicateurs de produit:</u></p> <p>(i) % de ressources en devises cédées à la BCC pour reconstituer ses réserves</p> <p>(ii) Variation du volume mensuel des adjudications devises sur le marché de change</p> <p><u>Indicateurs d'effet :</u> Réserves officielles brutes en mois d'importations Taux de croissance des importations</p>
<p><u>Composante 2 :</u> Assistance au financement des dépenses publiques urgentes ciblées.</p>			
<p>2.1 Repères du point d'achèvement de l'IPPTE</p>	<p>Les activités nécessaires à la réalisation des repères du Point d'achèvement de l'IPPTE renforcée sont financées</p>	<p>Les 2 repères (DSCR et offre des services dans les secteurs prioritaires) appuyés par le programme sont réalisés à fin 2009 permettant l'atteinte du point d'achèvement de l'IPPTE renforcée à fin 2009.</p>	<p><u>Indicateurs de produit:</u> Tableaux TRE et TCEI pour 2005(année de base) ,2006 2007 et 2008; rapport indices de prix pour 2008 et 2009 ; rapport suivi 2008 d'exécution dépenses pro-pauvres (secteurs de la santé, de l'éducation, du Développement rural et des infrastructures) ; rapport appréciation 2008 des bénéficiaires ; rapport d'appréciation 2008 des bénéficiaires et des fournisseurs de services</p> <p><u>Indicateurs d'effet :</u></p> <p>la réalisation des 2 repères appuyés par le programme et l'atteinte du point d'achèvement</p>

2.2 Financement du Plan d'urgence de sortie de crise de la SNCC	Le plan d'urgence de sortie de crise de la SNCC est financé en 2009	La reprise du travail et des activités à la SNCC est effective dès juin 2009	<u>Indicateurs de produits</u> Nombre de mois d'arriérés de salaires payés et régularité du paiement des salaires à partir de juin 2009 ; valeur des carburants et lubrifiants achetés ; valeur des matières et consommables d'exploitation achetés <u>Indicateurs d'effet :</u> La reprise du travail à la SNCC et la reprise des activités de la SNCC
2.3 Paiement des salaires des enseignants	Les salaires d'enseignants éligibles sont remboursés au Gouvernement pour les mois de décembre 2008, janvier 2009 et février 2009.	Les enseignants du primaire et du secondaire sont payés régulièrement tout le second semestre 2009. La rentrée scolaire 2009-2010 est Assurée.	<u>Indicateur de produit</u> Les mois pour lesquels les salaires d'enseignants éligibles sont remboursés au Gouvernement <u>Indicateur d'effet</u> Nombre de mois au cours de l'année 2009 où les salaires des enseignants sont payés
2.4 Paiement des factures d'eau et d'électricité des entités publiques	Le financement des factures d'électricité et d'eau des entités publiques pour les mois de juillet à octobre 2009 sont allouées au Gouvernement	(v) Les factures d'électricité et d'eau des entités publiques sont payées à la REGIDESO et à la SNEL pour les mois de juillet à octobre 2009	<u>Indicateur de produit</u> les mois pour lesquels les salaires d'enseignants éligibles sont remboursés au Gouvernement <u>Indicateur d'effet</u> Nombre de mois au cours de l'année 2009 où les factures sont payées
2.5 Renforcement des régies financières et douanières	Un Centre d'Impôt pilote (CDI) est implanté Goma, équipés et le personnel est formé en 2010. Les CDI du Bas-Congo et de la Province Orientale sont équipés et le personnel formé en 2010. Le guichet unique dans le bureau douanier de Kasumbalesa est renforcé en 2010	Les recettes douanières et fiscales collectées dans les CDI et dans le guichet unique s'accroissent en 2010	<u>Indicateur de produit</u> Nombre de bâtiment réhabilités, Nombre de lots d'équipements informatiques et de VSAT acquis, Nombre de personne formées, Nombre d'équipements en moyen de communication (VSAT) acquis Travaux de voie de circulation, de bétonnage de parking principal ; construction de clôture et éclairage du site du guichet achevé

			<u>Indicateur d'effet</u> Taux de croissance des recettes collectées
5. Pour chaque dimension du <u>cadre logique</u> , indiquer brièvement (deux phrases au plus) à quel point le cadre logique a contribué à la réalisation des objectifs mentionnés ci-après. Noter l'évaluation en utilisant l'échelle de notation fournie à l'appendice 1. En l'absence de cadre logique, attribuer à cette section la note 1.			
CARACTERISTIQUES DU CADRE LOGIQUE		EVALUATION	NOTE
LOGIQUE	a) Prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement.	Il y a une chaîne de causalité verticale entre les produits (résultats à CT), les effets ou réalisations (résultats à MT) et les impacts (résultats à LT ou objectif de développement). Il y a également une chaîne de causalité verticale entre les produits, les effets et les impacts et leurs indicateurs de résultats respectifs.	3
MESURABLE	b) Enonce les objectifs et les rendements de manière mesurable et quantifiable.	Les indicateurs de résultats sont dans l'ensemble mesurables et quantifiables	4
DETAILLE	c) Mentionne les risques et les hypothèses clés.	Les risques et hypothèses clés sur l'exécution du programme et la réalisation des effets ont été identifiés et des mesures d'atténuation appropriées proposées.	3

D. PRODUITS ET REALISATIONS

I. PRODUITS OBTENUS

Dans le tableau ci-dessous, évaluer les réalisations des produits par rapport aux prévisions, en se fondant sur le cadre logique présenté à la Section C. Noter le degré de réalisation des résultats attendus. Ignorer la note calculée, si vous le souhaitez, et justifier.

MAJEURES MESURES DE REFORMES

Composantes	Produits attendus	produits obtenus	NOTE
<u>Composante 1</u> : Approvisionnement en marchandises et produits de première nécessité	i) 100% des ressources sont cédées à la BCC pour reconstituer ses réserves de mai 2009 à décembre 2009 (ii) Le volume mensuel des adjudications sur le marché des changes passe de 6,5 millions USD à 8 millions USD de mai 2009 à décembre 2009	(i) Les 65 millions d'UC ont été cédés à la BCC en août 2009 pour reconstituer ces réserves (ii) Le volume mensuel des adjudications sur le marché des changes est passé de 6,5 millions USD à 9 millions USD de mai 2009 à décembre 2009	4
<u>Composante 2</u> : Financement des dépenses publiques urgentes ciblées			

2.1 Repères du point d'achèvement de l'IPPTE			
a) DSCR	les 8 comptes (tableaux des Ressources et des Emplois (TRE) et tableaux des Comptes Economiques Intégrés (TCEI) pour les années 2005 (année de base) et projections 2006 2007 et 2008 conformes à SCN 93 sont produits en 2009	Les TRE et TCEI sont déjà produits pour les années 2005, 2006, 2007 et 2008. Les travaux de production de ces comptes pour 2009 sont en cours.	3
	Les indices des prix à la consommation pour les années 2008 et 2009 sont produits	Les indices de prix pour 2008 et 2009 ont été produits en 2009 et 2010	4
b) Gouvernance et offre des services dans les secteurs prioritaires	Les rapports de suivi de l'exécution des dépenses dans les secteurs de la santé, de l'éducation, du développement rural et des infrastructures pour l'exercice 2008 sont produits.	Les rapports de suivi de l'exécution des dépenses dans les secteurs de la santé, de l'éducation, du développement rural et des infrastructures pour l'exercice 2008 sont disponibles.	4
	Le rapport d'évaluation de l'appréciation par les bénéficiaires de la qualité des services rendus pour l'exercice 2008 est produit en 2009.	Le rapport d'évaluation de l'appréciation par les bénéficiaires de la qualité des services rendus pour l'exercice 2008 est disponible	4
	Le rapport d'évaluation des contraintes à la production effective et efficace des services rencontrés par les prestataires de services pour l'exercice 2008 est produit en 2009	le rapport d'évaluation des contraintes à la production effective et efficace des services rencontrés par les prestataires de services pour l'exercice 2008 est disponible	4
2.2 Facilitation du financement des dépenses publiques urgentes ciblées			
Financement du Plan d'urgence de sortie de crise de la SNCC	1 mois et demi d'arriérés de salaires sont payés et salaires payés régulièrement à compter de juin 2009 ; 4 millions USD de carburant et lubrifiant sont payés en mai 2009 ; 2,2 millions USD de matières et consommables d'exploitation sont achetés en juin 2009 ; 3 locomotives sont louées en 2009	1,5 mois d'arriérés de salaires payés ; paiement de 8 mois de salaires en 2009 ; 4,8 millions USD de carburant lubrifiant achetés en 2009 ; 2 millions USD de matières consommables achetés en 2009 La reprise du travail et des activités de la SNCC est effective depuis septembre 2009 ; 3 locomotives ont été loués à hauteur de 1,5 millions USD.	4
Paiement des salaires des enseignants du primaire et secondaire éligibles	Les salaires d'enseignants éligibles sont remboursés pour les mois de décembre 2008, janvier 2009 et février 2009;	Les salaires pour les mois de décembre 2008, janvier 2009 et février 2009 ont été payés en 2009 ;	4

Paiement des factures d'eau et d'électricité des entités publiques	Le financement des factures d'électricité et d'eau des entités publiques pour les mois de juillet à octobre 2009 sont allouées au Gouvernement en 2009	Le financement des factures d'électricité et d'eau des entités publiques pour les mois de juillet à octobre 2009 ont été allouées au Gouvernement en 2009 et 2010 après vérification	3
Renforcement des régies fiscales et douanières	Réhabilitation du CDI de Goma ; achats de 300 lots d'équipements informatiques ; installation de 5 équipement VSAT et formation de 50 agents en 2010	La réhabilitation du CDI du Nord Kivu (Goma) non encore achevé. Les travaux finiront en mars 2011. Les équipements ont été déjà acquis. Formation du personnel non réalisée	3
	Achat de 200 lots d'équipements informatique pour les CDI du Bas-Congo, et de la Province Orientale ; installation de 5 équipement VSAT et formation de 50 agents en 2010	Achat effectif des 200 lots d'équipements informatiques pour les CDI du Bas-Congo, et de la Province Orientale ; installation effective des 5 équipements VSAT et formation effective des 50 agents en 2009 et 2010	
	Renforcement du guichet unique dans le bureau douanier de Kasumbalesa : achèvement travaux de voie de circulation, de bétonnage de parking principal, construction de clôture et éclairage du site du guichet	Travaux achevés en mai 2010. Guichet unique renforcé.	
NOTE GENERALE DES RESULTATS [correspond à la somme des notes pondérées]			4

Cochez ici pour ignorer la note autocalculée

Donner les raisons pour lesquelles la note autocalculée a été ignorée	
Inscrire la nouvelle note ou réinscrire la note auto-calculée	4

II. REALISATIONS OBTENUES

1. En utilisant les données disponibles sur le suivi, évaluer la réalisation des <u>réalisations attendues</u> . Importer les rendements attendus du cadre logique présenté dans la Section C. Attribuer une note pour le degré de réalisation des réalisations attendues. La note générale des réalisations sera automatiquement calculée et correspondra à la moyenne des notes de l'évaluation. Ignorer la note automatiquement calculée, si vous le souhaitez, et justifier.		
REALISATIONS		Note
Prévisions	Obtenues	
<u>Composante 1</u> : Approvisionnement en marchandises et produits de première nécessité		
Les réserves officielles brutes en mois d'importation passent de 0.1 semaine en mars 2009 à 2,6 semaines en décembre 2009 et 3,2 semaines en 2010	Accroissement des réserves internationales comme suit : Fin juillet 2009 : 119 millions USD, soit 1,19 semaines d'importations Fin décembre 2010 : 1303 millions USD, soit 7,76 semaines d'importations	4

le taux de croissance des importations passe de 12,1% en 2008 à 13,9% en 2009 et 11,4% en 2010	Au cours de l'année 2009 la BCC a vendu 124,65 millions de dollars US dont 49,25 millions US au cours de la période d'aout à décembre 2009. La valeur des importations est passée de 7117,9 millions USD en 2009 à 8502,5 millions USD fin Décembre 2010, soit un taux de croissance de 11,9%.	4
Composante 2 : Financement des dépenses publiques urgentes ciblées.		
2.1 Repères du point d'achèvement de l'IPPTER		
les 2 repères (DSCR et Gouvernance et offre des services dans les secteurs prioritaires) appuyés par le programme sont réalisés à fin 2009 et le point d'achèvement de l'IPPTER renforcée est atteint à fin 2009	les 2 repères (DSCR et Gouvernance et offre des services dans les secteurs prioritaires) appuyés par le programme sont réalisés en 2010 et le point d'achèvement de l'IPPTER renforcée a été atteint le 1er juillet 2010	4
Composante 2 : Financement des dépenses publiques urgentes ciblées.		
2.2 Soutien au Plan d'urgence de sortie de crise de la SNCC		
La reprise du travail et des activités de la SNCC est effective dès juin 2009	Amélioration du trafic des voyageurs et marchandises en 2009 : remise en service de locomotives de grande puissance n°146/1463 et remise en service de 50 wagons marchandises ; Fin de rupture de stock de carburant : quasi nul en avril 2009 à 17 jours au 31 décembre 2009 avec un pic à 32 jours à fin septembre 2009 ; Remise en service de 5 trains interrégionaux : « Serpent de rail » (Kalemie-Kindu), « Lukuga » (Kalemie-Kongolo), « Sankai » (Ilebo-Kananga), « Jubilé » (Ilebo-Mwene Ditu) et « Ya Lisano » (Kolwezi-Dilolo). 2.531 passagers en mai contre 6.913 en avril 2010 ; Tonnage transporté : 21.247 tonnes (mai 2009) contre 53.377 (avril 2010) et sera d'avantage en hausse grâce au trafic via le Corridor sud, à l'augmentation de la traction de 2 locomotives depuis juillet 2009. Apaisement du climat social en 2009 : réalisation de 5 paies en 7 mois entre juin et décembre 2009, soit une paie tous les 45 jours contre une paie tous les 90 jours ; finances en 2009 : Amélioration nette du chiffre d'affaires de 2,1 millions en mai 2009 à 4,7 millions en décembre 2009. Arrêt des grèves au second semestre 2009.	4
Composante 2 : Financement des dépenses publiques urgentes ciblées.		
2.3 Assistance au paiement des salaires des enseignants du primaire et secondaire		
Les enseignants du primaire et du secondaire sont payés régulièrement tout le second semestre 2009 ; la rentrée scolaire 2009-2010 est assurée.	Les enseignants de l'EPSP ont été payés régulièrement tout le second semestre 2009. Ceci a facilité la rentrée scolaire 2009-2010	4
Composante 2 : Financement des dépenses publiques urgentes ciblées.		
2.4 Assistance au paiement des factures d'électricité et d'eau des instances officielles		
Les factures d'électricités et d'eau des entités publiques sont payées pour les mois de juillet à octobre 2009.	Les factures d'électricité et d'eau des instances officielles pour les mois de juillet et août 2009 ont été payées en 2009. Les paiements des mois de septembre et octobre 2009 sont intervenus en 2010 après des audits diligents par les Ministères des Finances, de l'énergie et l'UCoP à la SNEL et la REGIDESO sur l'utilisation des ressources antérieures du PUAICF.	4

Composante 2 : Financement des dépenses publiques urgentes ciblées. 2.5 Assistance au renforcement des régies fiscales et douanières s		
Les recettes fiscales des CDI du Nord Kivu, du Bas Congo et de la Province orientale augmentent d'au moins 25% en 2010	Les recettes fiscales des CDI du Bas Congo et de la Province orientale augmentent de 28% en 2010. La réhabilitation du CDI du Nord Kivu non achevé.	4
Les recettes douanières collectées par le guichet unique de Kasumbalesa augmentent d'au moins 25% en 2010	Les recettes douanières collectées par le guichet unique de Kasumbalesa augmentent de 100% de juin à décembre 2010	
NOTE GENERALE DES RENDEMENTS [Correspond à la moyenne des notes de l'évaluation]		4

X

Cocher ici pour ignorer la note calculée

Donner les raisons pour lesquelles la note autocalculée a été ignorée

Inscrire la nouvelle note ou réinscrire la note autocalculée

4

2. Impact sur la pauvreté et la situation sociale: Commenter les effets attendus et obtenus du programme sur la pauvreté, le genre, l'accès aux services publics, l'insertion des groupes défavorisés et tout autre aspect social important.

Le bénéficiaire final du programme est toute la population congolaise y compris la population féminine qui constitue environ 52% de la population totale et les bénéficiaires intermédiaires sont le secteur privé et l'administration publique congolaise.

Impact 1 : L'injection de fonds à la BCC a permis l'amélioration de l'offre des devises sur le marché de change, au paiement régulier du service de la dette et la population a eu accès aux produits de base.

Impact 2 : L'atteinte au point d'achèvement de l'IPTE renforcée au 1^{er} juillet 2010 a permis au pays de bénéficier des allègements substantiels de sa dette extérieure et de ce fait, l'épargne budgétaire dégagée a permis d'augmenter les dépenses pro-pauvres en accord avec les priorités du DSRP.

Impact 3 : Les femmes sont actives dans le milieu des affaires notamment dans le secteur de l'import-export, l'approvisionnement en marchandises a été réalisé par le programme de manière satisfaisante suite au taux de croissance des importations observées.

Impact 4 : Les enseignants du primaire et du secondaire ont été payés régulièrement au cours du second semestre 2009, dans ce corps, le nombre de femmes reste important et l'impact a été certain sur le revenu de la population enseignante et le climat social a été apaisé suite à l'absence de grèves, la qualité des services a été améliorée (communication et transmission des Documents etc....) et l'achat d'équipement roulant pour les inspections a permis de résoudre a temps nombre de problèmes.

Impact 5 : L'appui aux paiements des factures d'eau et d'électricité des entités publiques a permis de maîtriser les consommations des instances officielles et la rationalisation de leurs dépenses.

Impact 6 : Le soutien au plan d'urgence de sortie de crise de la SNCC a contribué significativement à l'amélioration du climat sociale (paiement 8 mois de salaires en 2008) dans l'entreprise et le renouement avec sa clientèle, l'entreprise a pu relancer ses activités dans les zones rurales riverains au réseau SNCC. Les autres impacts sont : facilitation de la transition pour la mise en œuvre du projet de transport multimodal, meilleurs dessertes des produits alimentaires à l'intérieur du pays (stabilité des prix), augmentation des tonnages transportés (passagers et marchandises), rationalisation de la politique d'approvisionnement en gaz oil et retour de la confiance des clients et fournisseurs. La non conclusion du projet multimodale des transports avec la Banque mondiale en début 2010 n'a pas permit d'amplifier les effets de l'assistance à la SNCC et d'assurer leur durabilité

Impact 7 : Le Programme a contribué au développement du secteur privé par la mise à disposition de devises nécessaires aux importations.

3. Menaces qui pèsent sur la viabilité des réalisations obtenues. Souligner les facteurs qui affectent, ou pourraient affecter les réalisations du programme à long terme ou leur viabilité. Décrivez le cadre macroéconomique, lequel sera décrit plus en détail dans l'annexe 3. Indiquez si vous recommandez une activité ou une opération de suivi pour assurer la viabilité des réalisations.

L'économie congolaise reste une économie très vulnérable aux chocs extérieurs et reste assujettie à des risques aussi bien internes qu'externes qui pourraient potentiellement menacer la durabilité des acquis du programme. Les capacités du gouvernement à faire face aux financements des charges récurrentes du projet ne sont pas assurées. Au niveau de la SNCC, comme indiqué la non conclusion du projet multimodale des transports avec la Banque mondiale en début 2010 n'a pas permis d'amplifier les effets de l'assistance à la SNCC et d'assurer leur durabilité

Au niveau socio-politique, la RDC demeure confrontée à de problèmes sécuritaires notamment dans les provinces de l'Est où les violences continuent d'être commises sur les populations civiles par des groupes armés rebelles vivant sur le territoire congolais. La situation humanitaire dans l'Est du pays demeure volatile à cause des combats entre les forces armées de la RDC (FARDC) et les rebelles du Front Démocratique de Libération du Rwanda (FDLR). Cette situation est également un risque pour la durabilité des effets du projet.

E. CONCEPTION ET ETAT DE PREPARATION A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

1. Indiquer dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur se sont assurés que le projet tienne compte de la capacité de l'emprunteur à le mettre en œuvre, en assurant sa bonne conception et en mettant en place le dispositif requis pour l'exécution. Analyser tous les aspects liés à la conception du projet. Les questions liées à la conception sont les suivantes: dans quelle mesure la conception du projet a-t-elle tenu compte des leçons tirées de précédents RAP dans le secteur ou dans le pays (citer quelques RAP clés); le projet repose-t-il sur de sérieuses études analytiques (citer quelques documents clés); dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont-ils convenablement évalué la capacité des organes d'exécution et de la cellule d'exécution du projet; degré de consultations et de partenariats, justification économique du projet et les dispositions prises en matière d'assistance technique.

[250 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en oeuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]

Leçons tirées de précédents RAP dans le secteur ou dans le pays (citer quelques RAP clés). Au moment de la conception du programme, comme indiqué précédemment, seul le PARER était achevé depuis 2007. Ce projet n'était pas en tant que telle une opération d'urgence. Si bien que la conception du programme s'est inspirée du PUAICF de la Banque mondiale en cours à cette période. Les principales leçons tirées du PUAICF-Banque mondiale ont été reflétées dans les principes directeurs du programme à savoir : (i) accent porté sur les opérations prioritaires urgentes pour alléger les contraintes qui pèsent sur le programme d'urgence du Gouvernement; (ii) possibilité d'obtenir rapidement des résultats (simplicité de conception et utilisation de structures existantes pour la mise en œuvre) ; (iii) respecter un équilibre entre flexibilité et réduction des risques ; et (iv) nécessité de mettre en œuvre le programme d'urgence sur une période maximum d'un an

Le projet repose-t-il sur de sérieuses études analytiques (citer quelques documents clés). Ci-dessous quelques travaux analytiques consultés lors de l'évaluation du programme : (i) « Lettre de politique du Gouvernement pour atténuer l'impact de la crise financière internationale » (Gouvernement, 2009) ; « Réponse de la Banque à l'impact économique de la crise financière » (BAD, 2009) ; « Programme d'assistance dans le cadre de la facilité pour les chocs exogènes » (FMI, 2009) ; Projet d'urgence d'atténuation des impacts de la crise financière (Banque mondiale 2009) ; « Etude sur les pratiques commerciales du secteur privé en RDC dans le cadre des importations » (Banque mondiale, 2009)

Dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont-ils convenablement évalué la capacité des organes d'exécution et de la cellule d'exécution du projet. Etant donné l'urgence de l'opération et la nécessité d'obtenir des résultats rapidement, le programme a utilisé le organe d'exécution que le PUAICF de la Banque mondiale notamment l'UCOP. En outre, cette unité a accumulé de l'expérience pertinente dans la gestion satisfaisante des opérations similaires financées par la Banque mondiale. L'UCOP dispose d'un personnel en nombre suffisant dont les qualifications et l'expérience sont jugées satisfaisantes ainsi que d'un système de gestion financière et de passation de marché crédible. Les procédures habituelles d'évaluation des capacités de l'organe d'exécution n'ont pas été utilisées. Ce risque a été atténué par le fait que la Banque mondiale a procédé à une évaluation des capacités de l'UCOP lors de la préparation de son projet. Cette approche est conforme aux dispositions de la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

Degré de consultations et de partenariats, justification économique du projet et les dispositions prises en matière d'assistance technique. La conception du programme a été bien coordonnée avec les partenaires que sont le FMI, la Banque mondiale et l'UE. Le PUAICF a tenu compte de leurs opérations. Le PUAICF a contribué au financement du GAP de la BP et du plan de trésorerie facilitant la conclusion du programme 2009-2012 soutenu par la FRPC du FMI. Le Programme, en finançant les importations de biens de première nécessité, les salaires des enseignements et les factures d'eau et électricité du Gouvernement a pris le relais des opérations similaires effectuées par la Banque mondiale et amplifié leurs effets. L'assistance de la Banque était justifiée car constituait un complément nécessaire aux autres opérations d'urgence en 2009. Par ailleurs, il est apparu que si la Banque n'apportait pas une aide d'urgence au pays, la pénurie de réserves internationales aurait gravement entamé les capacités d'importations du secteur privé avec les risques de pénurie de biens importés essentiels, de tensions inflationnistes accrues et de dégradation des conditions de vie de la population. La chute continue des recettes budgétaires pouvait accroître les tensions déjà perceptibles au niveau des dépenses publiques et amenuiser les capacités du Gouvernement à faire face à la fourniture de certains services publics clés. Cette situation aurait à son tour eu pour effet d'affecter négativement les perspectives de croissance du pays, d'aggraver l'impact financier et social de la crise et de retarder la conclusion d'un programme à moyen terme avec le FMI et l'atteinte du point d'achèvement de l'IPTE renforcée. Le PUAICF doit être considérée comme une opération relais visant la stabilisation économique, financière et sociale en vue de faciliter la mise en œuvre d'opérations en cours et la conclusion de programmes de réformes futures.

2. Pour chaque dimension de la conception et de l'état de préparation à la mise en œuvre du projet, présenter une brève évaluation (deux phrases au plus). Attribuer une note d'évaluation en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.

ASPECTS LIES A LA CONCEPTION ET A L'ETAT DE PREPARATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET		EVALUATION	Note de l'évaluation	
REALISME	a) Du fait de sa complexité, le projet est sous-tendu par une analyse de la capacité du pays et de son engagement politique.	Dans sa conception, le programme était réalisable et une analyse approfondie sur les limites de la capacité du gouvernement à réaliser certaines réformes complexes avait été faite et les appuis institutionnels pour aider à leur mise en œuvre étaient prévus.	4	
EVALUATION DU RISQUE ET ATTENUATION	b) La conception du projet tient suffisamment compte de l'analyse des risques.	Les risques du programme ont été dans l'ensemble bien analysés et les mesures d'atténuation assez bien identifiées. Mais s'agissant d'une opération d'urgence, ces risques ont été comparés au risque de ne pas apporter une assistance au pays dans cette situation difficile	4	
UTILISATION DES SYSTEMES DU PAYS	c) Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres sont fondés sur des systèmes qu'utilisent déjà le gouvernement et/ou d'autres partenaires	Compte tenu de la faiblesse du système national, toutes les acquisitions se sont faites conformément aux règles et procédures de la Banque.	1	
Pour les dimensions ci-après, attribuer des notes d'évaluation distinctes pour la performance de la Banque et la performance de l'emprunteur :			Note de l'évaluation	
			Banque	Emprunteur
CLARTE	d) Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies.	Il n'y a pas eu de chevauchements de responsabilités aussi bien au niveau de la Banque que de l'Emprunteur. Au niveau de la Banque les directives du Manuel de délégation des autorités ont été respectés lors	4	4

		de la mise en œuvre et matière de validation des rapports de supervision et d'achèvement. Au niveau du pays, les responsabilités du Comité interministériel de pilotage, de l'UCOP et des bénéficiaires au sein de la cellule technique de coordination ont été clairement définies pour la mise en œuvre du programme		
PREPARATION AU SUIVI	f) Les indicateurs et le plan de suivi sont adoptés.	La mise en œuvre du projet a été accompagnée d'un cadre logique axé sur les résultats avec des indicateurs de suivi qui ont servi de référence.	4	4
DONNEES DE REFERENCE	h) La collecte des données de référence est achevée ou en cours.	La collecte des données de références est achevée avec le taux de décaissement de 100% du volet appui à la BP et de 98% du volet appui ciblé du programme	3	3

F. MISE EN ŒUVRE

1. Donner les principales caractéristiques de l'exécution du programme quant aux aspects suivants: respect des calendriers des décaissements; dérogations éventuelles aux conditions et aux déclencheurs; l'efficacité de la supervision par la Banque; la participation du bureau de la Banque dans la supervision continue/dans le cadre de la coordination de l'aide/ dans le dialogue sur les réformes; et l'efficacité de la surveillance par l'emprunteur. Commenter la justification des dérogations éventuelles aux conditions de décaissement.

[300 mots au plus. [Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 5 intitulé : Description du programme]

Respect des calendriers des décaissements. Le programme a été mise en œuvre dans des délais très raisonnables respectant les normes de l'urgence, son taux d'exécution a été satisfaisant. Le protocole d'accord du Don entre le Gouvernement et la Banque Africaine de Développement était signé en date du 13 mai 2009 et le décaissement du montant du don en tranche unique en appui à la BP est intervenu le 03 août 2009, soit 3 mois après la date prévue. Les décaissements de l'appui budgétaire ciblé se sont faits en 2009 et 2010. Le démarrage effectif de certaines activités était conditionné par le dépôt des plans d'actions par les différents bénéficiaires auprès de l'UCoP afin de préparer les spécifications techniques des acquisitions prévues. Les pertes de changes enregistrés ont nécessité des ajustements du financement de la plupart des activités.

Dérogations éventuelles aux conditions et aux déclencheurs. Il n'y a pas eu de dérogation aux conditions du don. La période de mise en œuvre du programme a été cependant étendue de 6 mois pour boucler les activités de passation des marchés en cours et procéder à la livraison des équipements aux divers bénéficiaires.

Efficacité de la supervision par la Banque. Le PUAICF a fait l'objet de deux missions de supervision conformément aux règles de la Banque. La première mission a eu lieu en novembre 2009 avec comme objectif de procéder à la revue à mi-parcours du Programme. La deuxième mission a eu lieu du 11 juin au 15 juillet 2010, l'objectif était de préparer l'achèvement du programme et elle s'était déroulée en deux étapes, à savoir (i) une visite de terrain à Lubumbashi du 04 au 11 juillet 2010 et, (ii) un état des lieux de la mise en œuvre des composantes du programme. Ces deux missions ont été suivies de plan d'actions pour résoudre les problèmes rencontrés. Les mesures issues de ces plans avaient été dans l'ensemble bien appliquées. Le dosage des compétences a par contre fait défaut.

Participation du bureau de la Banque dans la supervision continue/dans le cadre de la coordination de l'aide/ dans le dialogue sur les réformes. Le Bureau a participé à la préparation du RAP a travers le Consultant recruté par OSGE et basé à CDFO. Les aides mémoires des missions de supervisions ont été partagés avec le Bureau.

Efficacité de la surveillance par l'emprunteur. Un Comité interministériel de pilotage du programme, présidé par le Ministre des Finances a été mis en place pour superviser les activités de l'UCoP avec une attention particulière portée sur l'efficacité

et la transparence. Ce Comité s'est réuni à plusieurs reprises pour orienter la mise en œuvre du projet et exercer une surveillance des activités de l'agence d'exécution, l'UCOP. La réalisation de contrôles internes périodiques des activités de l'UCOP par le personnel détaché d'un cabinet d'audit international de la place a permis à l'Emprunteur d'exercer une surveillance rapprochée de la gestion du programme.

2. Commenter le rôle des autres partenaires (bailleurs de fonds, ONG, entreprises, etc.). Evaluer l'efficacité des modalités de cofinancement et de la coordination des bailleurs de fonds, le cas échéant.

Il n'y a pas eu de cofinancement mais des actions coordonnées pour atténuer les impacts de la crise financière. Des consultations ont eu lieu avec le FMI, la Banque mondiale et l'UE. Le PUAICF a tenu compte de leurs opérations. Le PUAICF a contribué par exemple à la conclusion du programme 2009-2012 soutenu par la FRPC du FMI. Le Programme en finançant les importations de biens de première nécessité, les salaires des enseignements et les factures d'eau et électricité du Gouvernement a pris le relais des opérations similaires effectuées par la Banque mondiale et amplifié leurs effets. Les rôles des autres partenaires ont été effectifs. La coordination a été relativement efficace.

3. Harmonisation. Indiquer si la Banque s'est explicitement employée à harmoniser les instruments, systèmes et/ou approches avec les autres partenaires.

Comme indiqué auparavant le PUAICF s'inscrit dans le cadre d'un effort coordonné des partenaires au développement de la RDC (FMI, Banque mondiale et UE) pour assister le Gouvernement dans la période de crise. La formulation du PUAICF s'est inspirée du PUAICF Banque mondiale. Les approches ont été harmonisées. Les deux programmes se sont référés à la même Lettre de politique du Gouvernement. Par ailleurs, l'analyse des pratiques commerciales d'approvisionnement faite par la Banque mondiale a été utilisée. Les deux programmes ont utilisé le même dispositif de mise en œuvre l'UCoP.

4. Pour chaque aspect de la mise en œuvre du projet, indiquer dans quelle mesure le projet a atteint les objectifs ci-après. Présenter une évaluation succincte (deux phrases au plus) et attribuer une note d'évaluation, en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.

ASPECTS LIES A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET		EVALUATION		Note de l'évaluation
RESPECT DU CALENDRIER	a) degré de respect de la date prévue de clôture. Si l'écart à droite est: inférieur à 12, notation 4 entre 12.1 et 24, notation 3 entre 24.1 et 36, notation 2 Supérieur à 36.1, notation 1	Ecart en mois entre la date prévue de clôture et la date effective de clôture ou la date de réalisation de 98% de décaissement		4
		5		
PERFORMANCE DE LA BANQUE	b) Conformité de la Banque aux :			
	Mesures de protection environnementale	La mise en œuvre n'a pas suscité de problème d'ordre environnemental. Elle a été classée en catégorie 3		NA
	Dispositions fiduciaires	Il s'agit d'un appui à la Balance des Paiements et les dispositions en matière de passation des marchés ont été respectées, le décaissement unique a été lié à la mise en œuvre satisfaisante de certaines conditionnalités.		3
	Accords conclus dans le cadre du projet	Les performances de la Banque sont satisfaisantes dans le cadre des accords conclus, ceux-ci ne font objet d'aucun problème spécifique.		3
	c) La supervision de la Banque a été	La Banque a travaillé comme partenaire du		3

	satisfaisante en termes de dosage des compétences et de praticabilité des solutions.	programme et l'emprunteur est resté ouvert aux discussions pendant l'exécution tout en respectant les recommandations. Le dispositif institutionnel a été créé en vue de la supervision.	
	d) La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisant.	A travers son Bureau local en RDC, la surveillance de la gestion du projet a été assez régulière et un bureau spécialisé était en contact permanent avec la Banque pour des échanges sur le programme, la gestion de la Banque a été satisfaisante.	3
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	e) L'emprunteur s'est conformé aux:		
	Mesures de protection environnementale	Cette catégorie de prêt n'a pas de dispositions particulières sur l'environnement	NA
	Dispositions fiduciaires	Les acquisitions des biens et services et la gestion financière ont été conformes aux règles de procédures de la Banque	4
	Accords conclus dans le cadre du projet	Les conditions de décaissement ont été respectées.	4
	f) L'emprunteur a été attentif aux conclusions et recommandations formulées de la Banque dans le cadre de sa supervision du projet	Le dispositif mis en place par l'UCOP pour l'exécution et le suivi du programme a permis aux bénéficiaires de tenir compte des recommandations de la Banque formulées lors des missions de supervision. Ces missions ont été suivies de plan d'actions pour améliorer l'exécution du programme	3
	g) L'emprunteur a collecté et utilisé, pour les prises de décisions, les informations tirées du processus de suivi.	Le dispositif mis en place par l'UCOP pour l'exécution et le suivi du programme a permis aux bénéficiaires de collecter et utiliser, pour les prises de décisions, les informations tirées du processus de suivi.	3

G. ACHEVEMENT

1. Le PAR a-t-il été fourni à temps, conformément à la Politique de la Banque?			
Date de réalisation de 98% de décaissement (ou date de clôture, si applicable)	Date PAR été envoyé à pcr@afdb.org	Ecart en mois	NOTE DE L'EVALUATION (généralisé automatiquement) Si l'écart est égale ou inférieur à 6 mois, la note est de 4. Si l'écart est supérieur à 6 mois, la note est de 1.
31/12/2010	31/01/2011	0	4

Décrire brièvement le processus RAP. Décrire la manière dont l'emprunteur et les co-bailleurs ont participé à l'établissement du document. Souligner toute incohérence dans les évaluations présentées dans le présent RAP. Donner la composition de l'équipe et confirmer si une visite approfondie a été effectuée. Mentionner toute collaboration substantielle avec d'autres partenaires au développement. Indiquer dans quelle mesure le bureau de la Banque dans le pays s'est impliqué dans l'établissement du présent rapport. Indiquer si les commentaires de la revue des pairs ont été fournis à temps (indiquer les noms et les titres des pairs de revue).

[150 mots au plus]

Le RAP avait été programme à fin 2010. La mission de préparation n'a pu avoir lieu à cause de la charge de travail du Task Manager. Elle s'est tenue finalement du 5 au 17 janvier 2010 avec l'organisation d'ateliers à Kinshasa et des déplacements dans le Kantaga (Lubumbashi et Kasumbalesa) et dans le Nord Kivu (Goma). Le Gouvernement a rédigé un rapport d'achèvement. Un aide-mémoire a sanctionné cette mission. L'Equipe de mission était constituée de M. Kouassi et de deux consultants dont l'un était établi à CDFO. Le RAP a été transmis à ORQR le 1^{er} février 2011.

H. LECONS TIREES DE L'EVALUATION

Résumer les principales leçons que la Banque et l'emprunteur peuvent éventuellement tirer des rendements du projet. [300 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]

Le PUAICF a atteint ces principaux objectifs. La performance de l'UCOP est jugée satisfaisante. Il a été jugé important de poursuivre et de consolider les acquis de cette intervention. Il y a lieu de souligner cependant que l'utilisation de la contrepartie en monnaie locale dans le cadre de l'appui budgétaire ciblé a été confrontée à des pertes de changes qui ont entraîné une révision des montants alloués à certaines activités.

Pour la pérennisation des acquis du projet, il est important qu'une attention particulière soit accordée par le Gouvernement au financement de la maintenance des équipements et moyens roulants acquis dans le cadre du programme. Le couplage d'une opération d'appui à la balance des paiements (avec une liste positive de biens à importer) à une opération d'appui budgétaire ciblé (avec une liste positive des dépenses) a semblé bien indiqué pour répondre aux besoins liés à l'urgence et au renforcement de l'assurance que les ressources en monnaie locale soient utilisées pour les activités prévues. Le décaissement en tranche unique du don a permis à la Banque de contribuer immédiatement au financement du déficit budgétaire et à la Banque Centrale du Congo de disposer de réserves suffisantes pour intervenir sur le marché des changes. L'affectation de la contrepartie en monnaie locale à des besoins urgents ciblés s'est traduit par des résultats observables et des effets mesurables. Cette opération pourrait être modélisée et reproduite dans d'autres Etats fragiles où les capacités en matière de gestion des finances publiques sont faibles.

I. RESUME DES NOTES OBTENUES PAR LE PROJET

Toutes les notes de l'évaluation sont automatiquement calculées par l'ordinateur à partir de la section pertinente du RAP

CRITERES	SOUS-CRITERES	Note de l'évaluation
RENDEMENT DU PROJET	Produits (cf. note Section D.1.)	4
	Réalisations (cf. note Section D.1.)	4
	Respect du calendrier (cf. note Section F.4.)	3
	NOTE GENERALE DES RENDEMENTS DU PROJET	4
PERFORMANCE DE LA BANQUE	Conception et état de préparation	
	Les objectifs du projet sont pertinents pour les priorités de développement du pays (cf. note Section C.3.)	3
	Les objectifs du projet sont réalisables au regard des contributions au projet et du calendrier prévisionnel (cf. note Section C.3.)	4
	Les objectifs du projet sont conformes à la stratégie nationale ou régionale de la Banque (cf. note Section C.3.)	4
	Le cadre logique prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement du projet. (cf. note Section C.5.)	4

	Les objectifs et les réalisations, ainsi qu'ils sont présentés dans le cadre logique, sont mesurables et quantifiables (cf. note Section C.5.)	3
	Le cadre logique présente les risques et les hypothèses clés (cf. note Section C.5.)	3
	La capacité et l'engagement politique du pays sont à la hauteur de la complexité du projet (cf. note Section E.2.)	4
	La conception du projet contient une analyse satisfaisante des risques (cf. note Section E.2.)	4
	Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres processus sont fondés sur les systèmes pays. (cf. note Section E.2.)	1
	Les responsabilités en ce qui concerne l'exécution du projet sont clairement définies (cf. note Section E.2.)	4
	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont adoptés (cf. note Section E.2.)	4
	La collecte des données de référence est achevée ou en cours (cf. note Section E.2.)	4
	NOTE PARTIELLE DE LA CONCEPTION ET DE L'ETAT DE PREPARATION DU PROJET (moyenne des notes)	4
	Supervision :	
	Conformité de la Banque aux :	
	Mesures de protection environnementale (cf. note Section F.4.)	N.A
	Dispositions fiduciaires (cf. note Section F.4.)	3
	Accords conclus dans le cadre du projet (conditions et déclencheurs) (cf. note Section F.4.)	3
	La qualité de la supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et de praticabilité des solutions (cf. note Section F.4.)	3
	La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisante (cf. note Section F.4.)	3
	Le PAR a été fourni à temps (cf. note Section G)	3
	NOTE PARTIELLE DE LA SUPERVISION	3
	NOTE GENERALE DE LA PERFORMANCE DE LA BANQUE	3
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	Conception et état de préparation	
	Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies	4
	Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation	NA
	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont approuvés ; la collecte des données de base est achevée ou en cours	4
	NOTE DE LA CONCEPTION DU PROJET ET DE SON ETAT DE PREPARATION	3
	Mise en œuvre	

	L'emprunteur s'est conformé aux :	
	Mesures de protection environnementale (cf. note Section F.4)	NA
	Dispositions fiduciaires (cf. note Section F.4)	4
	Accords conclus dans le cadre du projet (conditions et déclencheurs) (cf. note Section F.4)	4
	L'emprunteur a été attentif aux conclusions et recommandations formulées par la Banque dans le cadre de sa supervision du projet (cf. note Section F.4)	3
	L'emprunteur fonde ses décisions sur les informations tirées du suivi (cf. note Section F.4)	3
	NOTE PARTIELLE DE LA MISE EN ŒUVRE	3
	NOTE GENERALE DE LA PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	3

J. TRAITEMENT

ETAPE	SIGNATURE ET OBSERVATIONS	DATE
Vérifié par le Chef de Division du Secteur	Charles Muthuthi	31-01-2011
Vérifié par le Directeur Régional	Marlène Kanga	31-01-2011
Approuvé par le Directeur Sectoriel	Isaac Lobe Ndoumbe	31-01-2011

ANNEXE 1

1.1 PLAN DES DEPENSES DU PROGRAMME.

Axes	Principales activités	Montant)	%
Déclencheurs du point d'achèvement	1. Formulation, suivi et évaluation du DSCR II	5 000 000	5,1
	2. Gouvernance et offre de services dans les secteurs prioritaires	1 200 000	1,2
	Sous total	6 200 000	6,4
Fournitures des services publics urgents	3. Plan d'urgence SNCC	14 200 000	14,6
	4. Salaires des enseignants du primaire et du secondaire	48 000 000	49,3
	5. Paiement factures REGIDESO	9 231 000	9,5
	6. Paiement factures SNEL	8 769 000	9,0
Renforcement procédures DGI	7. DGI	4 480 000	4,6
	8. OFIDA	3 487 000	3,6
Gestion du programme	9. Suivi de la mise en œuvre	3 000 000	3,1
	Total général	97 367 000	100,0

1.2 EXECUTION FINANCIERE A FIN NOVEMBRE 2010

Axes	Principales activités	Montant réalloué	Montant décaissé	Solde
Déclencheurs du point d'achèvement	1. Formulation, suivi et évaluation du DSCR II	6.176.902,00	6.045.252,00	131.650,00
	2. Gouvernance et offre de services dans les secteurs prioritaires			
Fournitures des services publics urgents	3. Plan d'urgence SNCC	15.470.531,00	15.390.415,00	80.116,00
	4. Salaires des enseignants du primaire et du secondaire	47.448.160,00	46.153.167,00	1.294.993,00
	5. Paiement factures REGIDESO	9.231.000,00	9.230.940,00	60,00
	6. Paiement factures SNEL	8.769.000,00	8.768.950,00	50,00
Renforcement procédures I	7. DGI	4.480.000,00	3.795.836,00	684.164,00
	8. DGDA	4.088.577,00	4.049.633,00	38.944,00
	9. CTR	352.420,00	188.223,00	164.197,00
	10. Cour des comptes	183.062,00	186.223,00	- 3.169,00
	11. OGEDEP	170.000,00	153.135,00	16.865,00
	12. Ministère des finances	1.419.472,00	756.753,00	662.719,00
	13. Ministère du budget	176.667,00	61.458,00	115.209,00
Gestion du programme	14. Suivi de la mise en œuvre	3.000.000,00	2.495.699,00	504.301,00
	Total général	100.965.791,00	97.275.693,00	3.690.098,00

1.3 PASSATION DES MARCHES/PUAICF -BAD

57 marchés passés dont 11 marchés annulés suite à l'épuisement des ressources,32 marchés terminés, et 14 marchés en cours d'exécution,		
INTITULE	COUT USD	ETAT ACTUEL
SNCC : FOURNITURES		
Fourniture des câbles porteurs, fil de contact, fil nu en cuivre pour caténaire de 25 Kv -50hz	306,000.00	Terminé
Fourniture des pièces pour la fiabilisation des Sous -stations de traction électrique et des caténaires	64,000.00	Terminé
Fourniture de 2450 m3 de Gasoil	2, 688,509.00	Terminé
Acquisition d'une Jeep Toyota Prado	38,500.00	Terminé
Acquisition des 3 Pick-up Nissan	76,500.00	Terminé
Acquisition des articles d'éclairage d'Ateliers, dépôts et gare de Lubumbashi	x	Annulé
Acquisition des 10 moteurs à essence avec dispositifs pour réhabilitation des scieuses et perceuses de rails	x	Annulé
Acquisition des tôles et tiges	x	Annulé
Acquisition des 250 m des buses Armco	x	Annulé
Acquisition des pièces de rechanges pour loco diesel et électrique de marque GENERAL ELECTRIC	x	Annulé
Acquisition des équipements de rivetage et de rivet pour essais	x	Annulé
Acquisition des pièces de rechanges pour la fraiseuse HURE	x	Annulé
Acquisition des pièces de rechange pour la boîte CERTOMATICPST2-VOITH	x	Annulé
Acquisition des pièces de rechange pour la maintenance de groupe mixte 3CDCU	x	Annulé
Fourniture des 5000 traverses en béton	x	Annulé
Acquisition des 200 Kits de soudure aluminothermique pour rails	x	Annulé
SECOPE : FOURNITURES		
Fourniture et Installation des VSAT + équipements informatiques/29 sites	1, 410,679.00	En cours
Acquisition des 4 jeeps de marque TOYOTA Prado	150,000.00	Terminé
Acquisition d'un bus CIVILIANde 26 places assises	64,800	Terminé
Acquisition des 600 motos YAMAHA DT 125	2, 130,000.00	Terminé
Acquisition des 58 pick-up NISSAN	1, 508,000.00	Terminé
Acquisition d'une Jeep Toyota Land cruiser -LC 200	79,830.00	Terminé
DGI : FOURNITURES		
Fourniture et Installation des Groupes électrogènes	177 328,00	En cours
Fourniture et Installation des VSAT	398 680,20	En cours
Fourniture et Installation des matériels informatiques	797,959.00	En cours
Câblage et Matériels réseaux	300 286,00	En cours
Equipements de bureaux/DPI-Goma		Marché en cours
Acquisition des 3 pick-up Nissan	76,500.00	Terminé
Acquisition des 21 motos YAMAHA-DT 125	75,600.00	Terminé
SERVICES		

Audit technique (VSAT+ Eqpmts informatiques)	90,000.00	En cours
Mission de contrôle et de surveillance des travaux /Siège de la DPI -Goma	30,000.00	En cours
TRAVAUX		
Achèvement des travaux de construction du Siège de la DPI à Goma	390,000.00	En cours
INS : FOURNITURES		
Acquisition des matériels informatiques	30,000.00	Terminé
Acquisition d'un groupe électrogène de 80 KVA	27,020.00	En cours
Connexion Internet	10,000.00	En cours
Acquisition des 2 Pick-up Nissan	49,000.00	En cours
Acquisition d'une Jeep Toyota Prado	37,500.00	Terminé
MINISTERE DU PLAN : FOURNITURES		
Acquisition d'un bâtiment à 1 étage pour UPPE	900,000.00	Terminé
Acquisition des 6 Jeeps TOYOTA Prado	225,000.00	Terminé
Acquisition des 3 Minibus Nissan de 15 places	138,000.00	Terminé
Acquisition des 4 pick-up Nissan	98,000.00	Terminé
Acquisition d'une Jeep Toyota Land Cruiser LC 200	79,830.00	Terminé
Acquisition d'un bus CIVILIAN de 26 places	64,800.00	Terminé
MINISTERE DES FINANCES : FOURNITURES		
Fourniture d'une Jeep Toyota Land Cruiser-LC 200/Minifin	79,830.00	Terminé
Fourniture de 2 Jeeps Toyota Prado-TX	114,000.00	Terminé
Fourniture de deux voitures Toyota YARRIS/Minifin	48,200.00	Terminé
Fourniture d'une Jeep Toyota Prado/CTR	37,500.00	Terminé
Fourniture d'une Jeep NISSAN PATROL/CTR	57,300	Terminé
Fourniture de deux voitures Sunny/CTR	39,600	Terminé
Fourniture d'un Pick-up Nissan /OGEDEP	24,500.00	Terminé
Fourniture des matériels informatiques/ DTO & OGEDEP	85,000.00	En cours
DGDE : TRAVAUX		
Travaux d'achèvement du Guichet unique de Kasumbalesa	3, 400,000.00	Terminé
MINISTERE DU BUDGET : FOURNITURES		
Connexion Internet/DEP	2,525.00	Terminé
Mobiliers de bureau	17,550.00	Terminé
Matériels informatiques	15,945.00	Terminé
Aménagement des bureaux	150,000.00	En cours
Acquisition machines à relier	518.00	Terminé
Total	15, 708,495.00	

ANNEXE 2

2. Contributions de la Banque.

2.1 MISSIONS REALISEES PAR LES EXPERTS DE LA BAD

Missions	Nombre de missions	Nombre de personnes	Compositions
1. Préparation	1		
2. Supervision	2		H. Kouassi, Macro-Economiste en Chef, OSGE2
3. Evaluation	1	3	Mme Marlène Kanga, Chef de division, OSGE.2 ; H. Kouassi, Macro-Economiste en Chef, OSGE2; S. Nguessan Expert en Acquisition en Chef, OSGE.1
4. Rapport d'achèvement	1	2	H. Kouassi, Macro-économiste en Chef OSGE.2; Gérard BIZIMANA, Consultant OSGE 2
Total	6		

2.2 Mission de préparation du Rapport d'Achèvement du PUAICF (Personnes rencontrées)

DATE	NOM ET PRENOM	FONCTION	ORGANISME	LIEU
07 au 08.01.11	M. Tobie CHALONDAWA KALESHI	Coordonnateur UCoP	UCoP	Place /Atelier de Clôture
	M. François KABUYA KALALA	Coordonnateur CTR	CTR	Place /Atelier de Clôture
	M. Musa GALU	Directeur-Adjoint BCC	BCC	Place/ Atelier de Clôture
	M. Dieudonné Manu ESSIMBO	Coordonnateur UPPE	UPPE-Ministère du Plan	Place/ Atelier de Clôture
	M. Delon KAMPAY	Directeur SECOPE Administrateur	Ministère de l'EPSP	Place /Atelier de Clôture
	M. Vincent TSHIYONGO	Directeur Technique/SNCC	SNCC	Siège SNCC Lubumbashi/ Province de KATANGA
	Mme Patricia NZONDJOU	Directrice des Approvisionnements SNCC	SNCC	Place/ Atelier de Clôture/siège SNCC Lubumbashi
	M. Omandji LOKONDE	Inspecteur DGI	Ministère des Finances	Place/ Atelier de Clôture
	M. Jacques Mwema MUKALAY	Administrateur Directeur General de la REGIDESO	Ministère de l'énergie/REGIDESO	Place/ Atelier de Clôture
10 au 12.01.11	M. Honore TSHIYOYO	Conseiller	Ministère des Finances	Place/ Atelier de Clôture
	M. Feller RUTAYISIRWA	Vice-gouverneur du Nord- Kivu	Province Nord-Kivu	GOMA/Chef-lieu de la Province Nord-Kivu
	M. RUYANGE	Ministre des Finances du Nord-Kivu	Province Nord-Kivu	GOMA/Chef-lieu de la Province Nord-Kivu
14 au 16.01.11				LUBUMBASHI/Lors de son passage pour une mission de travail
	M. Olivier KAMITATU	Ministre du Plan	Ministère du Plan (KINSHASA)	
	M. Monga NUMBI	Directeur-Adjoint DGDA	DGDA	Kasumbalesa/LUBUMBAS HI/ Province de KATANGA

ANNEXE 3

3. Analyse des progrès macroéconomiques

Les perspectives économiques de la RDC se sont sensiblement dégradées depuis septembre 2008, l'économie a été ébranlée par deux grands chocs: la crise financière internationale et l'aggravation du conflit dans certaines provinces de l'Est du pays. Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) a connu un ralentissement considérable entre 2008-2009 passant de 6,2% à 2,9%. Les principales causes du ralentissement économique sont imputables à la baisse des recettes minières et des investissements directs étrangers. Dans les zones minières du Katanga, la fermeture des petites mines et la baisse de la production des grandes entreprises minières a eu un effet négatif immédiat sur l'emploi avec environ 200.000 emplois supprimés et 1 million de personnes indirectement affectées.

Après avoir connu les effets négatifs des crises successives (financière, pétrolière, alimentaire,...) en 2009 sur l'économie réelle, 2010 aura été une année de la consolidation de la reprise où tous les records de performance ont été battus en RDC. Cette reprise est attestée par les estimations d'une croissance de 6,1 % sur base des réalisations de production à fin octobre contre 2,9 % en 2009.

A propos des projections du PIB réel pour l'année 2011, elles se chiffrent à 6,8 %. Ces bonnes performances sont le résultat du bon comportement des activités des secteurs des mines et des hydrocarbures (+5,42%), de la manufacture (+2,27%) et de la construction (+3,02%). On enregistre également une progression globale de 0,06% imputable aux secteurs de l'agriculture, des transports et communications ainsi que des services. Par contre, le secteur énergétique a continué de plomber l'activité économique avec une baisse de 1,15% à la même période.

Le taux d'inflation observé en 2010 est resté sous contrôle, l'année s'est achevée avec la réalisation d'un taux d'inflation annuel à un chiffre, soit 9,62 % contre 53,1% en 2009. "Cette performance est remarquable et même très appréciable. Il importe de relever que le pays a eu à réaliser à plusieurs reprises des taux d'inflation aussi bas en 2003 avec un taux de 4,4%, en 2004 avec 9,2 % et en 2007 avec 9,9 %".

Au niveau du secteur extérieur, La stabilité de la monnaie a été une réalité de l'année qui s'achève : en effet, la santé du Franc congolais en 2010 est restée marquée par une bonne stabilité de la devise nationale. "La dépréciation annuelle de la monnaie nationale sur les trois segments du marché des changes (officiel, marché libre et parallèle), a été inférieure à 1,5 %. Le taux de change indicatif est passé de 902,7 FC le dollar fin 2009 à 915,1 FC le dollar au 29 décembre 2010. Ceci est encore une autre performance".

Afin de contribuer à la stabilisation du taux de change du Franc congolais (FC) et ainsi rassurer le marché, la Banque Centrale du Congo-Kinshasa (BCC) est intervenue pour la deuxième fois au cours du mois en cours, en vendant, par voie d'appel d'offre aux taux compétitifs, un montant de 50 millions de dollars US (deux tranches) aux Banques commerciales.

Sur la situation du marché monétaire, il y a lieu de retenir "que le niveau annuel d'injection de liquidité induite par les dépenses publiques du Trésor et le refinancement de la Banque Centrale au secteur bancaire est certes important, mais stérilisé en grande partie par les opérations d'adjudication des Billets de Trésorerie (BTR) à concurrence de 78,35 milliards de FC et par des réserves obligatoires de 24,6 milliards de FC au 22 décembre 2010". Sur ce marché monétaire, l'on a connu une réduction progressive passant de 70 %/an fin 2009 à 22 % au fur à mesure que l'inflation était combattue et maîtrisée. Par contre, le taux de coefficient obligatoire est resté maintenu à 7%. "Aujourd'hui, la marge de positivité du taux directeur par rapport au taux d'inflation n'est plus que de 12,38 points. Cette marge pourrait être plus faible en 2011".

Pour le plan de trésorerie, l'Etat a dégagé des excédents budgétaires de l'ordre de 125 milliards de FC et le déficit des opérations financières de la Banque centrale s'est situé dans les limites de 104 milliards de FC comme autorisé par le gouvernement. "Ces résultats très encourageants ont été obtenus grâce à la poursuite

Des politiques macroéconomiques crédibles attestées par la coopération interinstitutionnelle et la gestion coordonnée des politiques économique, financière, monétaire, de change et fiscale.

La gestion budgétaire demeure maîtrisée, le financement des opérations du Trésor par la Banque centrale a été restreint, et la position extérieure du pays s'est renforcée. Les réserves internationales brutes sont actuellement de 1,2 milliard de dollars américains, soit l'équivalent d'environ huit semaines d'importations de biens et services. C'est un niveau relativement appréciable comparé à son niveau le plus bas, 30 millions de dollars américains, au premier semestre 2009. Ces performances résultent de la reprise de l'activité minière et de l'allègement de dette dans le cadre de l'Initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (I-PPTE) et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM).

La coopération entre la RDC et les partenaires financiers extérieurs : grâce à la réalisation de sept déclencheurs, la RDC a pu atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE et de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) le 1er juillet 2010. Satisfaisant ainsi les conditions posées par le FMI et la Banque mondiale. Conséquence, il y a eu un allègement du stock nominal de la dette extérieure ramenée de 13,7 milliards USD à 2,9 milliards USD, soit une annulation de 10,8 milliards USD.

De l'atteinte au point d'achèvement pour la RDC, il en a découlé les implications importantes ci-après : Primo, " avec le niveau actuel de la dette extérieure, la charge de la dette est devenue soutenable avec le nouveau stock de 2,9 milliards USD qui ne représente plus que 24 % du PIB contre 125 % auparavant, soit plus d'une année de production de richesse ".Secundo, " au niveau du service de la dette, sa réduction sensible dégage des économies et crée un espace budgétaire pour des dépenses à consacrer à la lutte contre la pauvreté". Tertio, " au niveau des réserves internationales, le recul du service de la dette devait conforter leur niveau. Ces réserves permettront entre autres à l'Institut d'émission d'intervenir sur le marché des changes en cas des chocs internes et externes, pour maintenir la stabilité du cadre macroéconomique ". Quarto, " au niveau des dettes autres que celles du Club de Paris, notamment celles du Club de Londres ou de Kinshasa, voire même celle de la dette intérieure, le gouvernement devait s'atteler à obtenir les mêmes termes d'allègement que ceux du Club de Paris... ".

En rapport avec les Institutions de Breton Woods, une mission du FMI a visité Kinshasa du 6 au 16 septembre 2010 afin d'évaluer la mise en œuvre du programme économique du gouvernement soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC). La mission du FMI a confirmé que les perspectives macroéconomiques dans le court terme se sont améliorées de manière significative en dépit d'un environnement économique international difficile et d'une situation sécuritaire qui demeure fragile.

En effet, le FMI et la Banque Mondiale ont considéré en juin 2010 que la RDC a rempli les conditions pour atteindre le point d'achèvement au titre de l'I-PPTE et est admise à bénéficier d'un allègement de la dette supplémentaire au titre de l'IADM. Cet allègement de dette, de l'ordre de 12,3 milliards de dollars E.U, réduira considérablement la charge de la dette du pays sur ses recettes budgétaires et ses réserves de change, permettant ainsi de dégager la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour des programmes de lutte contre la pauvreté. Dans ce cadre, les membres du club de Paris et le Brésil viennent de décider au cours de leur réunion tenue le 17 novembre, d'effacer 7,35 milliards de dollars (5,4 milliards d'euros) de dettes de la RDC. Les créanciers ont toutefois fait part de leur préoccupation à propos du climat des affaires et ont demandé à la RDC de « procéder à de nouvelles réformes pour améliorer encore la gouvernance, la primauté du droit et la lutte contre la corruption.

Cependant, certains défis demeurent pour la consolidation de ces progrès, en particulier le renforcement de l'état de droit, l'amélioration de la gouvernance, notamment dans les secteurs miniers et pétrolier, et l'amélioration du climat des affaires. A cet égard, plusieurs séances de travail entre les Représentants du Corps diplomatique accrédités en RDC, les représentants des organisations bilatérales et multilatérales (BAD, Banque mondiale, FMI et Union européenne) et des membres du Gouvernement de la République Démocratique du Congo sont régulièrement tenues afin de mettre l'accent sur la nécessité et l'urgence d'engager des améliorations en matière de gouvernance économique.

RDC- INDICATEURS MACRO-ECONOMIQUES CLES : EVOLUTIONS RECENTES ET PERSPECTIVES

	2006	2007	2008		2009	2010
		Est.	PSSF Rev.	Est	Projections	

(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)						
Production et prix						
PIB réel	5,6	6,3	10,0	8,2	4,4	6,4
Déflateur du PIB	13,6	17,9	17,4	19,7	11,5	15,4
Prix à la consommation, moyenne annuelle	13,2	16,7	17,5	18,0	16,4	11,8
Prix à la consommation, fin de période	18,2	10,0	23,5	27,6	12,0	11,5
Secteur extérieur						
Exportations fob (dollar E.U.)	41,5	109,6	35,1	11,3	-46,8	13,7
Importations fob (dollar E.U.)	16,9	81,8	29,7	27,6	-19,9	14,4
Volume d'exportation	28,3	72,7	23,1	-0,2	-25,3	5,8
Volume d'importation	15,0	69,9	15,2	12,1	-13,9	11,4
Termes de l'échange	8,5	13,4	-2,6	-2,1	-23,5	4,6
Taux de change effectif nominal 1/	1,3	-15,5	...	-11,0
Taux de change effectif réel	11,6	2,6	...	0,8
(Variation annuelle de la masse monétaire au sens large en début de période) sauf indication contraire						
Monnaie et crédit						
Masse monétaire au sens large	60,4	49,5	30,2	54,9	16,4	...
Avoirs extérieurs nets	-11,5	30,8	14,9	-5,5	-9,3	...
Avoirs intérieurs nets	72,6	20,2	16,4	64,6	26,7	...
Dont:						
Crédit net à l'Etat	17,8	10,3	-7,9	10,4	0,0	...
Crédit au secteur privé (variation annuelle en %)	78,4	73,6	73,0	144,8	26,2	...
(En pourcentage du PIB)						
Finances de l'administration centrale						
Recettes totales	12,9	14,8	16,3	18,1	17,9	18,4
Dons	8,0	3,5	4,5	3,6	7,5	7,4
Dépenses totales 2/	21,5	18,8	19,2	22,2	29,0	35,0
Solde budgétaire intérieur (base caisse)	0,5	0,8	1,9	0,8	0,2	-0,5
Solde général (base ordonnancement, dons compris)	-0,7	-0,6	1,6	-0,4	-3,6	-9,2
Solde général (base caisse, dons compris) 3/	-0,8	-1,2	1,0	-1,2	-4,2	-9,3
Investissement et Épargne						
Épargne intérieure brute	11,2	16,7	15,2	10,5	2,8	8,1
Gouvernement	-0,4	-1,1	2,7	-0,5	-1,2	-1,3
Non-Gouvernement	11,6	17,8	12,5	11,0	4,1	9,4
Investissement brut	13,3	18,2	20,4	22,8	26,7	35,9
Gouvernement 4/	3,3	2,3	3,4	3,6	9,6	17,7
Non-Gouvernement	10,0	15,9	17,0	19,2	17,1	18,1
Balance des paiements						
Exportations de biens et services	37,8	65,4	49,2	62,1	37,9	39,5
Importations de biens et services	42,6	68,8	53,4	74,8	65,4	68,7
Compte courant extérieur, dons inclus	-2,1	-1,5	-5,2	-12,3	-23,9	-27,8
Compte courant, dons exclus	-9,9	-8,9	-7,7	-21,0	-32,5	-34,6
Réserves officielles brutes (fin de période) millions de dollars des E.U.	154,5	180,6	200,0	83,0	270,0	416,0
Réserves officielles brutes (fin de période) en semaines d'importations de biens et services	1,5	1,5	1,1	0,9	2,6	3,2
(En millions de dollars des E.U.; sauf indication contraire)						
Dettes extérieures publiques						
Total incluant FMI 5/	10.813	10.524	10.353	10.353	10.172	2.685

Valeur actuelle nette 6/	7.831	7.986	7.856	7.856	7.719	1.758
Valeur actuelle nette (en pourcentage des exportations						
de biens et services 6/	339,4	195,2	166,0	136,9	27,6	32,3
Service de la dette	251,6	370,5	291,4	291,4	257,3	154,5
En pourcentage des exportations de biens et serv.	7,6	5,7	4,6	4,0	6,1	3,3
En pourcentage des recettes gouvernementales	13,7	20,3	11,0	11,3	9,1	5,0
Taux de change						
Moyen	468,3	516,0	...	563,2
Fin de période	503,4	503,0	...	639,3
Pour mémoire						
PIB en valeur nominale (milliards de francs congolais)	4.114	5.153	6.942	6.671	7.764	9.528

Sources: données communiquées par les autorités congolaises; et estimations et projections des services du FMI.

1/ variation de la moyenne annuelle. Le signe moins indique une dépréciation

2/ y compris les intérêts dûs avant l'allègement de dette et les dépenses financées sur ressources PPTE.

3/ Base caisse après allègement de dette sur les paiements d'intérêts

4/ Y compris les investissements financés sur ressources PPTE

5/ Exclu l'essentiel de la dette du Club de Londres (1 milliard de dollars des E.U en 2007) supposée être rachetée avec rabais sur ressources IDA mais comprend l'accumulation d'arriérés et reflète les mécanismes de règlement des arriérés au point d'achèvement

6/ Estimations et projections basées sur l'analyse de viabilité de la dette de fin 2007 et après l'allègement PPTE intérimaire selon les termes de Cologne y compris l'assistance au delà de l'initiative PPTE accordée par certains créanciers du Club de Paris. Les exportations sont calculées sur la base d'une moyenne mobile de 3 ans.

ANNEXE 4

4. Liste des documents justificatifs

SOURCES D'INFORMATION

N° Doc	Titre Documents	Sources
1	Rapport d'identification	BAD/FAD
2	Rapport d'évaluation du programme	BAD
3	Accord de prêt	BAD
4	Tableaux de décaissements	BAD/RCD /UCoP
5	Rapports d'achèvement du Programme	UCoP
6	Aide mémoires des missions de la Banque	BAD/FAD
7	Rapports missions de supervision	BAD